le monde libertaire

Supplément gratuit au n°1067

Le retour des prolos !

LES PROLÉTAIRES, le prolétariat... Les branchés, les cadres qui croient à leur mission d'encadrement, les " élites "... doivent se tordre de rire à la simple évocation de ces mots ! Le prolétariat lui-même semblait avoir perdu conscience de son existence, persuadé que tout ça c'est du vieux et du ringard, que ce n'est pas vraiment sérieux à l'époque des autoroutes de l'information, du marketing, du télé-achat, du multimédia, de la carte à puces et du téléphone portable !

Quatre semaines de grèves et voilà que nous découvrons que le prolétariat existe ailleurs qu'à l'écran dans Germinal, ou que dans les bouquins et les thèses d'universités. Il fallait voir, lors de manifestations, les premiers rangs de cheminots acclamés, applaudis et encouragés par des " passants " (qui ne passaient pas par hasard) aux cris de : " Allez, les cheminots ! ", " Bravo ! " et même un émouvant : " On vous aime ! " d'une dame. Et cette joie, malgré la fatigue, qui se lisait tant sur le visage des grévistes que sur celui des usagers solidaires. Cette joie s'exprimait par un regard complice, par quelques mots échangés ou par de grandes clameurs qui submergeaient la foule. Il s'est produit, ces derniers jours, quelque chose d'extraordinaire. Des hommes et des femmes - vous, moi... - ont ressenti intensément le fait d'appartenir à une communauté. Les prolos étaient dans la rue et ils le savaient. La " grève par procuration " fut une réalité de ce mouvement, tout comme cette autre grève dont on ne parla pas : l'absentéisme ou l'absence de zèle des travailleurs en cette période d'absence de transport. Nombreux furent ceux du " privé ", ou encore les chômeurs et les autres exclus, qui déléguèrent d'une certaine façon la grève à ceux du " public ". Ainsi, le discours du gouvernement contre les " nantis " et pour le " droit du travail " ne rencontrèrent aucun écho significatif. A Paris, des associations de chômeurs, des mal-logés, des étudiants ont rejoint les manifestations des travailleurs ; des cheminots ont soutenu par leur présence une manifestation étudiante... Ces faits démontrent que des divisions se sont écroulées. La signification de tous ces actes pourrait être traduite, si l'on voulait en donner une image, par une foule composée d'individus auparavant divisés par de multiples séparations corporatistes, et aujourd'hui se trouvant réunis au sein d'une même communauté. En fait, ce que nous avons découvert pendant ce mouvement , c'est ce que nous n'avions jamais cessé d'être : le prolétariat.

La galère des petites annonces du Parisien tôt le matin, devant un café. Entourer au crayon certaines d'entre elles, puis téléphoner, se présenter devant l'employeur pour demander le poste. Sa réponse est non ! Et c'est alors la perspective des ASSEDIC, du RMI, de la rue. Ou bien sa réponse est oui et l'on y échappe, mais pour combien de temps ? On y échappe pour un quotidien de soumission, d'humiliation, d'ennui, avec le plus souvent un salaire de misère. La seule alternative que propose le capitalisme aux individus, c'est : mourir de faim ou mourir d'ennui, avoir du travail ou ne pas en avoir. Voilà la condition des prolétaires. Et, en décembre 1995, cette réidentification des individus au prolétariat s'est faite dans la rue. Des revendications catégorielles ont jeté dans la rue des millions de manifestants. Cette rue où l'on jette les exclus par milliers, cette rue que les travailleurs privés de transport empruntent matin et soir. Tant de monde dans les rues de Paris... il fallait bien que la rencontre ait lieu. Elle a eu lieu, et la rue est devenue certains jours un espace de rencontres et de solidarité.

Ce sentiment d'appartenir à une communauté que je décrivais plus haut, est vital pour l'individu. Si nous retrouvons vraiment cette identité - notre identité -, nous battons en brèche tous les autres réflexes identitaires qui nous divisent : les corporatismes, les nationalités, les religions, les modes culturelles. Autant de divisions qui constituent nos faiblesses. L'imagerie révolutionnaire du début du siècle représentait le prolétariat comme un colosse endormi, n'ayant pas encore conscience de sa force. Ce que redoutait le capitalisme d'alors, c'était le réveil brutal de ce colosse. Les capitalistes d'aujourd'hui sont triomphants. Le mode de vie qu'ils imposent devient universel et semble consenti par les populations sous l'emprise des manipulations médiatiques. Leur pouvoir semble intouchable parce que diffus, eux-mêmes intouchables parce qu'invisibles. Dans ce contexte, le réveil auquel nous avons assisté l'année dernière ne pouvait que réjouir le mouvement libertaire.

L'histoire du combat du prolétariat pour son émancipation est riche d'expériences et de véritables révolutions allant dans le sens de la liberté (comme l'Espagne libertaire de 1936), mais elle a produit aussi des monstruosités et les pires dictatures, notamment en URSS. Si cette réidentification des individus au prolétariat est une vraie prise de conscience, elle ne suffit pourtant pas. Elle est un préalable à toute volonté de changement. Mais le changement peut avoir de multiples visages. Le changement dans l'alternance, version " social-démocrate " ? Le changement dans sa version " révolution bolchevique " ? La tentation populiste et extrémiste ?

Ni avant-garde, ni élite, ni prétendant à quelque pouvoir que ce soit, les anarchistes, individus au milieu d'autres individus, sont partie prenante des mouvements sociaux. Ils proposent à ceux-ci et à la société un projet radicalement différent, en rupture avec toutes les formes d'organisation autoritaire. Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes présents dans les mouvements sociaux proposent la prise en charge de la lutte par les intéressés eux-mêmes ; ils appellent à l'auto-organisation des luttes aujourd'hui, et à la gestion directe de la société de demain.

Le prolétariat se réveille. Aux anarchistes d'enrichir ce réveil de pratiques et d'idées généreuses, réellement émancipatrices et libératrices.

L.F.

(21/12/95)

Dimanche 12 janvier 1997

L'association " Les Amis de Louise-Michel " organisent avec les groupes Elisée-Reclus et Etoile-Noire de la Fédération Anarchiste une demi-journée consacrée au conflit de novembre-décembre 1995 :
12h : Dégustation de spécialités chiliennes (avec participation aux frais) ;
15h : Projection du film Chemins de traverse ;
16h30 : Débat " Tous ensemble, tous ensemble ! Mais pour quoi faire ? " avec la participation de grévistes et (sous réserve) des réalisateurs du film.

Salle Saint-Just, 30 rue St-Juste, Ivry-sur-Seine (métro : Mairie d'Ivry).

EDITORIAL

Le conflit social de novembre-décembre 1995 est désormais une référence à côté de celles de juin 1936 et de mai 1968. Pour tous, que ce soit pour les non-grévistes confrontés à l'absence de transports collectifs ou que ce soit les grévistes unis dans une lutte collective, il fut en effet une rupture avec la routine de la vie quotidienne, avec l'atomisation des individus. Le temps d'un instant, la conscience de classe réapparut avec ampleur et la solidarité s'exprima au-delà des corporatismes et des racismes. Il fit disparaître la gauche et le F.N.. En défendant le service public, il s'opposa à la logique libérale. Il fut le début d'une utopie. Le temps d'un instant, seulement.

Parce qu'il eut aussi ses limites, il ne fut qu'un début, il ne dura qu'un instant et il ne restera que comme un fort souvenir et une référence. Parce que nous, anarchistes, aurions aimer dépasser ces limites, nous vous proposons de nous retrouver à nouveau tous ensemble et d'en discuter le temps d'un après-midi.

La fin d'une époque

" Certainement, la bataille a toujours des surprises, mais elle en a d'autant moins que le sens et la connaissance du réel ont présidé davantage à l'éducation du combattant, ou sont plus répandus dans ses rangs. "
C.A du Picq,
Etudes sur le combat

***

Contrairement aux apparences, et elles sont nombreuses en ce monde, les grèves de novembre-décembre 1995 n'ont pas commencé en novembre-décembre 1995. Le frémissement à la surface des eaux calmes et consensuelles de notre si souriante démocratie, et qui présagea l'automne 95, se situe à Orly en 1993, et dans les rues de Rennes de la même année. La vague prenait forme dans les grèves sauvages d'avril-mai 1995, se faisait forte en novembre-décembre puis s'écrasait contre un " sommet social " en janvier. Durant toute cette période il s'est agi pour l'Etat de s'attaquer aux derniers vestiges d'une époque révolue, celle de la prospérité des années 1950-60 ; on nous a même ressorti d'un placard du Collège de France un " intellectuel de gauche " allant jouer à Sartre comme ultime référence de cette époque.

Les grèves de novembre-décembre 1995 marquent le point final de la restructuration du capital commencée au début des années 1980 et consécutive de la crise du système économique - souvenirs des nuits chaudes de Longwy. Cette crise est le produit des difficultés toujours plus grandes du capital à se reproduire, à soutenir le rythme d'accumulation qui lui est nécessaire pour survivre, et qui se traduit dans notre vie quotidienne par la misère envahissante, parce que les intérêts de l'économie sont contraires aux intérêts des Hommes. Le règne de l'économie est le règne des choses contre le règne de l'humanité ; c'est les Hommes soumis aux choses.

" La dévalorisation du monde humain va de pair avec la valorisation du monde matériel. " (Marx, Critique de l'économie politique).

Avec la fin des " Trente glorieuses ", c'est naturellement l'Etat-Providence qui doit s'éteindre. Il ne reste donc plus aujourd'hui que l'essence de l'Etat : la police. C'est cette essence qui a affronté les traminots, les grévistes EDF, les mineurs de Moselle, les cheminots de la gare du Nord et bien d'autres sur l'ensemble du territoire. Cette rupture avec un passé mythifié par toutes les canailles gauchisto-syndicalisto-" de gauche " et, par elles, propulsé au rang d'âge d'or a positivement produit une des plus grandes vagues de grèves depuis le mois de mai 1968 (la référence en la matière) et négativement immobilisé les grévistes restés fixés sur ce passé : les bavardages sur le " service public ". Autrement dit, elle est à la fois détonateur et limite des grèves de novembre-décembre 1995[1].

*

L'échec des grévistes, notre échec, réside dans le refus de conduire à son terme le refus qu'ils manifestaient. On a certes discuté dans et hors des assemblées générales, on a soulevé nombre de questions liées à la nature même du système. On a parfois attaqué verbalement la logique du profit, c'est-à-dire la logique de l'économie. On a pu de la même manière s'en prendre au régime, c'est-à-dire non pas à ce gouvernement en particulier, qui ne fait rien d'autre que poursuivre ce que ses prédécesseurs avaient commencé il y a quinze ans, mais à l'ersatz de démocratie qui nous impose notre misère. Nous avons donc discuté mais nous avons refusé d'apporter ne serait-ce que des embryons de réponses. Nous avons préféré nous épuiser à marcher en rangs serrés. Et les premiers flics auxquels étaient confrontés les grévistes, à savoir les syndicalistes, ont pu tranquillement faire ce pour quoi ils sont régulièrement payés par l'Etat : réprimer de l'intérieur le mouvement social. Il n'en demeure pas moins que les syndicats sont effectivement à l'initiative de ce mouvement dont ils n'ont pas contrôlé l'ampleur dans un premier temps. Les syndicats avaient déjà tenté de lancer des mouvements qui souvent n'avaient pas pris ou alors faiblement. Ainsi, par exemple, à la RATP, la grève du 8 novembre 1995 n'était que très faiblement suivie alors que celle du 24 se termina par l'occupation de trois dépôts. Ce n'est pas aux syndicats que les travailleurs doivent l'ampleur du mouvement mais à eux-mêmes. Les syndicats ont cependant laissé se développer le mouvement. Ils se sont livrés à des poignées de mains " historiques " qui devaient émouvoir les plus idiots, un certain grand leader s'est plus à parader devant la présidence de la République (bien) accompagné d'un néo-trotskyste et d'un néo-anarcho-syndicaliste[2], et la base de ces gens contrôlait les A.G. avec le dramatique accord des salariés, qui devaient plus tard payer cette erreur stratégique. Ces gens ont su faire marcher les grévistes (et ce dans toutes les acceptions de cette expression). La relative libéralité[3], bien réelle, des syndicalistes a sa raison d'être évidente dans tout ce qui était en jeu pour ces syndicalistes, leur privilèges particuliers donc tout ce qu'ils avaient eux-mêmes à perdre dans cette réforme. Et c'est cela qu'ils voulaient négocier avec l'Etat avant tout. Et c'est ainsi que le retrait du plan Juppé, c'est-à-dire ce qui unifiait toutes les luttes entre elles, avait disparu des préoccupations syndicalistes (et par conséquent disparu de l'ordre du jour du sommet social). Les syndicalistes, avec l'accord des grévistes, tout de même parfois insatisfaits, pouvaient tranquillement négocier secteur par secteur, en cassant, de la sorte, la dynamique et la force du mouvement : son unité. Cependant du côté des grévistes, la détermination n'a pas toujours manqué. On a muré et occupé des mairies (le 06/12/95 la mairie d'Yssingeaux, en Haute-Loire, est murée), saccagé des locaux d'élus (à Belfort la permanence RPR est attaquée et certains élus sont claqués par des grévistes le 12/12/95), on a même attaqué des préfectures (Montluçon, Châteauroux, Nice pour la seule journée du 08/12/95). Il est également important de noter que les grévistes EDF ont su, de la meilleure façon qui soit, attaquer là où ça fait mal, en mettant les compteurs des particuliers au tarif de nuit et coupé le courant de manière épisodique aux entreprises. Ce n'est pas un hasard si la répression du mouvement y fut plus dure qu'ailleurs. Durant la première quinzaine de décembre on en arrivait à un point où les grèves devaient cesser. Et Blondel suppliait le gouvernement de négocier, ce qui était pour lui et ses collègues, la seule solution. Il fallait de toute urgence négocier : " (...) lorsque dans une république on voit s'élever un principe destructeur qui prend assez d'accroissement pour en être effrayant, qu'il provienne d'une cause intérieure ou extérieure, il est infiniment plus simple de temporiser avec le mal que de chercher à l'extirper ; car tout ce qu'on tente pour l'étouffer redouble souvent ses forces et fait accélérer la violence qu'on en redoutait " (Machiavel, Discours sur la première Décade de Tite-Live).

*

Mais si du côté de l'Etat et des syndicats la grève devait se terminer, la non-extension du mouvement au reste de la population salariée (et là-dedans les syndicats ont tout fait pour que la grève ne s'étende pas hors du service public) obligeait les grévistes à accepter de finir cette grève et avec la dramatique conscience d'avoir échoué dans l'essentiel : le retrait du plan Juppé (et nul doute que nous paierons notre échec).

A la fois par les charmes qui sont propres à toute grève (rupture avec le rythme di vie imposé par l'économie - métro-boulot-dodo -, re-socialisations, expérience de la communication - " on se parle " - etc...) et par le refus d'apporter des réponses concrètes et globales aux problèmes soulevés dans les A.G., la grève tendait à devenir une fin en soi et nous nous regardions le nombril. Les manifestations se regardaient elles-mêmes passer en scandant des TOUS ENSEMBLE qui ne firent pas obstacle aux négociations séparées - les grévistes ne croyaient donc qu'en partie à ce " tous ensemble ". Mais une grève ne peut être une fin en soi ; elle ne peut être au mieux qu'un commencement. Et celle-ci n'a pas commencé grand-chose. C'est cette cruciale insuffisance qui autorisait un député à écrire dans le quotidien Le Monde du 17/12/95 : " Cette révolte est une sorte de thérapie saine. (...) Elles (les manifestations) ont donné une bouffée d'oxygène au pays. " Une si belle grève pouvait être sanctifiée par les média.

En achevant une époque, ces grèves en ont ouverte une autre qui se profile à l'horizon des sombres jours qui nous attendent. Dorénavant l'Etat-providence est un cadavre et à part un conflit plus violent encore que la seconde guerre mondiale, source de la prospérité économique qui lui avait permis de naître, on ne voit pas ce qui pourrait le faire revenir. Autrement dit, les salariés ont perdu ce qui leur restait à perdre dans la restructuraction du capital : la sécurité. L'avenir se présente sous le signe de la précarité.

C'est de cette insécurité généralisée que peuvent germer les réponses aux questions posées en novembre-décembre 1995 qui ont laissé sans voix les grévistes. C'est de cette situation nouvelle que peut naître la conscience de l'antagonisme radical qui existe entre les besoins de l'économie et les besoins des individus ; c'est de là que peut surgir la recherche du dépassement de cet antagonisme par la production d'un projet non pas importé par telle ou telle secte, mais directement produit par les travailleurs à partir d'une réalité dont ils ne veulent plus.

L'essentiel pour le mouvement social est la conscience qu'il a de lui-même. C'est-à-dire la conscience des moyens qu'il doit mettre en œuvre et des fins qu'il doit atteindre s'il ne veut pas avoir à recommencer, c'est à l'économie qu'il doit s'en prendre ; c'est au capital, aux rapports marchands, qu'il doit - que nous devons - mettre un point final, et ce, à partir des conditions présentes, à partir de la critique radicale des situations concrètes que nous vivons quotidiennement et dont nous ne voulons plus.

La révolution du XXIème siècle, puisque c'est bien ça qui est désormais à l'ordre du jour, ne peut pas tirer sa poésie du passé mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XXIème siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois la phrase débordait le contenu, maintenant c'est le contenu qui doit déborder la phrase.

M.V.

1 Sans pour autant négliger les exigences de hausses de salaires qui sont certainement un point positif de la lutte en ce sens qu'elles ont un caractère offensif et non plus défensif.

2 C'est ainsi affublé que Blondel alla voir Chirac le 10 novembre 1995. Le même Blondel se rendait, peu de temps après la sauterie capitaliste de Davos, en Suisse.

3 Ouverture des A.G. à l'extérieur, liberté d'expression, etc... qui sont aussi des raisons pour lesquelles il n'eut pas de dépassement des syndicats.